

## OPINIONS



## Entretien avec Bakary Sambe

Directeur régional  
du Timbuktu Institute\*

Texte original en français

*Bakary Sambe est le Directeur régional de Timbuktu African Institute for Peace Studies (Dakar, Niamey, Bamako). Fondateur de l'Observatoire des radicalismes et des conflits religieux en Afrique, B. Sambe est enseignant-chercheur au Centre d'étude des religions de l'Université Gaston Berger de Saint-Louis (Sénégal). Actuellement, les travaux de B. Sambe portent sur les stratégies endogènes, les dynamiques transfrontalières et l'expérimentation des approches agiles en zone de crise. En tant qu'expert auprès des Nations unies, de l'Union européenne, de l'Union africaine, etc., il a notamment conçu et mené le plaidoyer pour la création, au sein du G5 Sahel, de la cellule régionale de lutte contre la radicalisation et l'extrémisme violent (CELLARD), accompagné le processus d'élaboration des stratégies nationales au Niger, au Burkina Faso et en République Centrafricaine et réalisé le premier manuel de bonnes pratiques en matière de résilience.*

*En plus de nombreux articles, B. Sambe a publié plusieurs ouvrages parmi lesquels : Islam et diplomatie : la politique africaine du Maroc (2010–2011), Boko Haram : du problème nigérian à la menace régionale (2015) et Contestations islamisées : le Sénégal entre diplomatie d'influence et islam politique (2018).*

**Mots clés :** Sahel, Timbuktu Institute, groupes armés non étatiques, terrorisme, résolution des conflits.



\* Propos recueillis par Bruno Demeyere, Rédacteur en chef de la *Revue internationale de la Croix-Rouge*.

## **Quels sont les sujets d'intérêt et les principaux axes de travail du *Timbuktu Institute* ?**

Le *Timbuktu Institute* est une émanation de l'*Observatoire des radicalismes et conflits religieux en Afrique*, qui a été fondé en 2012 suite à la destruction des mausolées de Tombouctou et au sentiment que l'Afrique subsaharienne, que l'on considérait jusqu'ici en marge des évolutions que connaissait le monde islamique, était aussi habitée par certains courants qui pouvaient développer une idéologie radicale. Cet observatoire a fonctionné jusqu'en 2016, date à laquelle le *Timbuktu Institute* a été créé pour être avant tout un lieu de production des connaissances, dans une démarche d'opérationnalisation des savoirs. C'était une manière de doter la région de structures locales animées par des acteurs de cette même région, de produire des connaissances endogènes sur nos réalités et nos vues à partir de notre propre perspective, afin de mieux les analyser. Cet institut avait deux principaux objectifs, d'une part avoir des voix sahéliennes audibles, mais aussi crédibles, sur toutes les questions importantes du monde et de la région et, d'autre part réduire le conflit de perception des conflits avec nos partenaires internationaux, de façon à tenter de réduire au minimum l'écart entre d'un côté, la perception internationale des crises dans la région et, de l'autre, les problèmes sahéliens et les sensibilités locales.

S'il est vrai que l'Institut a été créé en réponse à l'extrémisme violent dans notre région, nous travaillons beaucoup sur la prévention des conflits, ce que l'on appelle la diplomatie préventive, mais aussi sur la médiation, tout en mettant en avant la dimension éducative mais surtout le dialogue inclusif. Nous sommes partis de l'idée selon laquelle dans l'histoire de l'humanité, on n'a jamais vu une *kalachnikov* tuer une idéologie et que, pour nous, l'éducation est à la base de tout. Nous axons nos travaux sur la prévention et c'est d'ailleurs en partie la raison pour laquelle nous avons appelé notre institut le *Timbuktu African Institute for Peace Studies* et non pas *for Security Studies*. La nuance est importante pour nous. Nous voulons nous détacher des stratégies du « tout militaire » qui n'ont jamais définitivement résolu un conflit.

## **Quelle lecture faites-vous des dynamiques actuelles qui structurent la violence au Sahel ?**

Je crois que cette violence doit être analysée dans une perspective historique. On ne peut comprendre ce qu'il se passe actuellement au Sahel que si l'on prend en compte la dimension sociopolitique des années 70. En effet, dans les années 70, le Sahel a connu une mutation profonde que nos partenaires occidentaux n'ont pas prise en compte. Cette dynamique est la suivante. Lorsque les sécheresses ont rudement frappé le Sahel, nos partenaires occidentaux, que ce soit ceux d'Amérique du Nord ou ceux d'Europe occidentale, ne pouvaient pas venir en aide aux pays du Sahel car ils étaient eux-mêmes frappés par la crise pétrolière et financière. À l'époque, les pays qui auraient pu nous aider étaient ceux qui disposaient de la manne pétrolière, tandis que l'Europe et les États-Unis étaient en pleine crise pétrolière et économique. Les pays du Golfe ont ainsi œuvré, peut-être avec de bonnes intentions, mais en mettant

en avant deux choses ; ce que l'on appelle la *Da'wa*, c'est-à-dire la prédication et la *Ighātha*, qui, en arabe, désigne le travail humanitaire. Autrement dit, la prédication par l'humanitaire. Certes l'Afrique connaissait un type d'islam classique, tolérant, en symbiose avec les cultures locales, mais l'introduction, par le biais de la *Da'wa*, de nouvelles idéologies provenant de mouvements islamiques disposant de fonds qui faisaient du prosélytisme au travers de leurs activités sociales, a quelque peu modifié la structure et les relations entre la religion et la société.

Dans ces années 70, ces organisations avaient trouvé un certain ancrage dans nos sociétés et modifié les rapports entre les sociétés et la religion ; la religion islamique qui, jusqu'ici était un facteur de structuration et de cohésion, était en train de devenir un moyen de déstructuration avec la contestation du monde et des pratiques religieuses préétablies, notamment avec l'arrivée du wahhabisme et du salafisme dans la région.

Puis, à partir des années 80-90, la communauté internationale, qui semblait ne pas avoir compris que la situation s'aggravait, en a rajouté. On a imposé aux pays du Sahel des politiques d'ajustement structurel. On disait à nos pays d'investir le moins possible dans le social, dans la santé et dans l'éducation. Cela s'appelait « faire moins d'État, mais mieux d'État ». C'est comme si l'on vendait à nos États un modèle qui couplait démocratie libérale, libéralisation des marchés et privatisation des entreprises, en nous promettant qu'en instaurant la démocratie, même de façade, le développement suivrait. Finalement, ni le développement ni la stabilité n'ont été au rendez-vous. Et, pendant ce temps-là, c'est l'État, l'acteur le plus important, que l'on était en train d'affaiblir, qui se trouvait dépossédé de ses prérogatives régaliennes et souvent en état de faillite.

Ces mêmes organisations religieuses qui avaient déjà semé la graine dans les années 70, sont alors revenues en force avec de grandes ONG qui se sont positionnées en construisant les écoles et les centres sociaux, en creusant des puits, en apportant de l'aide et en fournissant aux populations ce que l'État, affaibli par les mesures prises par les institutions de *Bretton Woods*, n'était plus en mesure de procurer. L'État était alors en crise profonde et cela a favorisé l'émergence d'acteurs rivaux. Le multipartisme considéré comme un indicateur simpliste de démocratie est même devenu de l'ethnicisme politique. C'est ainsi que lorsque des facteurs de déstabilisation se sont ajoutés à cette situation, notamment la crise en Libye et l'arrivée de mouvements terroristes venant d'Algérie, le terreau était favorable. Le problème avec l'extrémisme violent et le terrorisme, ce n'est pas tant l'arrivée des terroristes sur un lieu bien déterminé, mais plutôt les couveuses locales, ces populations qui les acceptent mieux que l'État au point de les héberger, qu'ils peuvent y trouver et qui, naturellement, se nourrissent de frustrations, de rejets de l'État, de la mal-gouvernance *etc.* Et c'est à l'État de travailler à ce qu'ils ne puissent pas trouver de tels incubateurs qui leur sont nécessaires. Avant même la guerre contre le terrorisme, l'État a ainsi perdu la bataille pour la conquête des cœurs et des esprits.

Puis, les choses se sont envenimées. Dès le début, les stratégies du « tout militaire » avec *Serval*, *Barkhane*, *etc.* ont été mises en avant et nous nous sommes trouvés placés devant un dilemme. Ces interventions militaires qui visaient à faire disparaître les groupes terroristes n'y sont pas parvenues. Au contraire, les groupes

terroristes se sont multipliés. Nous nous sommes donc retrouvés dans une dynamique sécuritaire assez complexe où les États, déjà affaiblis par les politiques d'ajustement structurel et par la surprise de l'arrivée des mouvements terroristes, se sont mis à chercher des voies alternatives de gestion sécuritaire en développant des milices d'autodéfense, en déléguant même la sécurité à des groupes de défense. On le voit au Burkina Faso, avec les *KoglWeogo*, des milices pour la défense de la patrie. On l'a vu au Mali, avec des milices comme les *Ganda Koy* et les *Ganda Izo*. Tout cela a dégénéré et a créé une forme de méfiance entre les populations du Sahel. En plus de la violence purement terroriste émanant de ces groupes, nous avons vu éclater des violences intercommunautaires. Ces violences se nourrissent des injustices, des frustrations, de tous ces griefs causés par une mal-gouvernance publique doublée d'une mal-gouvernance sécuritaire, par la délégation de la sécurité à des communautés. Nous nous retrouvons alors dans un cycle de violence qui n'est pas près de se terminer.

***Pour la plupart d'entre eux, les pays de la région sont marqués par la pauvreté, le chômage des jeunes, la déstructuration des relations intercommunautaires et une compétition de plus en plus féroce pour les ressources naturelles. Cette situation sociale peut-elle être considérée comme le principal vecteur de l'adhésion de certaines communautés à des groupes armés non étatiques (GANE) ?***

Pour ce qui des facteurs de radicalisation, il y a ce que l'on appelle les facteurs attractifs et les facteurs incitatifs. Dans les facteurs incitatifs, nous trouvons tous les griefs, les frustrations, la mal-gouvernance, la pauvreté, *etc.* Dans les facteurs attractifs, nous avons des pseudo-réponses aux espoirs perdus, comme « trouver le paradis », « construire une vie meilleure » ou « obtenir justice ». Quand un jeune du MUJAO vous dit : « j'ai suivi le MUJAO<sup>1</sup> parce que je suis convaincu par leur système de justice », c'est l'illustration parfaite de l'échec du système de justice sur le plan local.

J'ai coutume de regrouper les radicalisés en deux catégories. Il y a ceux qui sont en quête de chance et il y a ceux qui sont en quête de sens. Les premiers sont habités par une misère sociale et par une extrême pauvreté. C'est l'exemple du jeune qui n'a aucune perspective d'avenir et qui rejoint *Boko Haram* parce qu'on lui a promis une moto et 300 000 francs CFA. Pour autant, j'estime que la radicalisation ne se réduit pas à une question de pauvreté car, si tel était le cas, on ne verrait pas aujourd'hui des jeunes occidentaux issus de familles bourgeoises rejoindre Daesh en Syrie. Ceux-là sont en quête de sens. Et je crois qu'il y a un phénomène global dont l'Afrique ne s'est pas extraite et que j'appelle la « mondialisation du croire ». Il y a aussi le phénomène global par lequel l'islam est aujourd'hui devenu le nouveau syndicat qui réunit tous les damnés de la terre. Dans les années 70, ceux qui voulaient contrecarrer et combattre le monde néo-libéral et son mode de fonctionnement s'agrippaient à des idéologies de gauche, comme le communisme et le trotskisme.

1 Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest.

Avec la disparition de ces idéologies, l'islam les a remplacées. Je crois que cela est un courant transversal que l'on retrouve aussi bien dans les sociétés sahéliennes que dans les sociétés occidentales qui n'ont pas du tout réglé la question du sens.

Je crois qu'il faut aussi considérer les émanations locales de ces phénomènes plus globaux. Certes les phénomènes se ressemblent, mais ils s'expliquent différemment selon, par exemple, que l'on se trouve au Burkina Faso dans la province du Soum ou dans celle de l'Oudalan, ou que l'on soit au centre du Mali. S'il y a des ressemblances, il sera capital, dans l'analyse de la situation, de prendre en compte les expressions locales de ces phénomènes. Il faut chercher les nids de la radicalisation violente dans l'intersection entre la faible capacité des États à inclure certaines communautés, les griefs sociopolitiques ainsi que dans les frustrations qu'ils génèrent et la capacité des GANE à les instrumentaliser.

***Des partenaires internationaux sont fortement impliqués, à divers niveaux, dans la lutte contre le terrorisme au Sahel et dans les pays du bassin du lac Tchad. Au vu de la situation sécuritaire qui s'est détériorée rapidement dans cette région, cet engagement a-t-il produit les résultats escomptés ?***

Ces partenaires internationaux se sont très vite portés sur la lutte contre le terrorisme, ce qui est différent de la prévention de l'extrémisme violent. La lutte contre le terrorisme s'attaque à ses effets, le terrorisme, et cela revient à éliminer des cibles qui peuvent se régénérer. Alors que la prévention de l'extrémisme violent s'attaque aux causes structurelles. Elle passe par des moyens non militaires, demande du temps et a une couverture plus large qui va de l'éducation, de la sensibilisation, au fait de répondre aux besoins essentiels. Aussi bien nos partenaires internationaux que nos États, sont moins actifs sur ce dernier aspect qui est plus lent, moins visible et qui, peut-être, nécessiterait bien plus de concessions. Aussi, ils se sont vite orientés vers le « tout militaire » et ce n'est que depuis récemment que des efforts sont déployés pour tenter d'établir des stratégies pour la région du Sahel.

Premièrement, ces *stratégies Sahel* sont ternies par des problèmes de coordination. En effet, jusqu'à très récemment, l'effort international se dispersait trop et c'était un véritable problème. Imaginez qu'il y a eu au moins une vingtaine de *stratégies Sahel* différentes, toutes conçues en dehors du Sahel et aucune ne prenait en compte les sensibilités locales. Ce n'est que récemment que l'on est allé vers ce que l'on appelle l'*Alliance Sahel*. Je crois que, par un manque de coordination, la communauté internationale a fait beaucoup d'efforts pour rien, ce qui a eu deux conséquences principales : tout d'abord, une inefficacité sur le terrain car des actions menées par les uns avaient déjà été menées par d'autres et deuxièmement un éparpillement de l'ancrage institutionnel de ces opérations à l'instar de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui, par exemple, s'est trouvée en quelque sorte, dépossédée de la question de la lutte contre le terrorisme au profit du G5 Sahel. L'erreur a même été commise d'exclure le Sahel de la CEDEAO. Cette absence de coordination de l'effort international a même conduit à déstructurer les ensembles régionaux. Les pays sahéliens ne savaient plus à quel humanitaire se vouer.

Deuxièmement, on n'a pas assez écouté le terrain. On a voulu apposer au terrain sahélien des plans conçus ailleurs, sans prendre en compte les réalités locales. C'est ce que j'appelle le conflit de perception du conflit sahélien, autrement dit les différences entre, d'une part, la perception internationale de ce conflit et ses dynamiques et, d'autre part, les sensibilités locales. C'est ce qui a fait que certains pays qui ont massivement investi en termes d'interventions militaires et qui ont payé un lourd tribut en pertes humaines parmi leurs soldats, n'ont finalement laissé qu'un sentiment assez mitigé dans la population locale. Cela était dû à un manque de communication avec les acteurs endogènes. Pour illustrer cela, je vais vous raconter une anecdote. À Diffa, dans le bassin du Lac Tchad au Niger, les populations m'ont parlé d'un projet qu'elles ont appelé le « projet poussière ». Je leur ai demandé pourquoi elles l'appelaient ainsi et elles m'ont répondu : « On n'y comprend rien. Tous les matins nous voyons une horde de 4x4 avec des drapeaux européens. Ils disent qu'ils investissent massivement, mais nous ne savons pas ce qu'ils font. Nous sommes juste habitués à voir la poussière se soulever chaque matin. On l'a donc appelé le « projet poussière ».

Je crois que la communication doit être améliorée en s'appuyant sur les relais traditionnels, des représentants légitimes, dont la parole et la crédibilité ont un sens auprès des populations locales. Ce fut l'un des éléments qui a manqué lors de ces interactions. Malgré tous les efforts déployés, tout l'argent dépensé et toutes les ressources mobilisées, ceux-ci ont souffert d'un manque d'efficacité car ils n'étaient pas adaptés aux besoins réels de la population et qu'ils n'ont pas réussi à entraîner son adhésion. Je dis très souvent que dans les opérations humanitaires et de coopération, l'idéal serait de faire de celui que l'on appelle le « bénéficiaire », un véritable coopérant, au sens d'une coopération et d'une adhésion des acteurs locaux à l'action qui est menée dès sa conception et lors de sa mise en œuvre. Cela devrait s'inscrire dans le cadre d'une stratégie qui tienne compte des ressources endogènes et des besoins réels des populations. C'est dans cette co-construction des stratégies que l'on arrivera à sortir de cette crise.

***Au vu de la communautarisation de plus en plus perceptible de la violence dans plusieurs pays du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, quelle est aujourd'hui la place de la religion dans ces dynamiques régionales ?***

Lorsque ces phénomènes sont apparus, le facteur religieux était peut-être surestimé et, à tout le moins, il occupait une place importante dans les analyses. Cela transparait d'ailleurs dans la terminologie puisque c'est le mot « radicalisation » qui était celui le plus souvent utilisé. Or, nous utilisons de plus en plus une terminologie faisant référence à l'extrémisme violent. Je ne dis pas que la religion ne joue plus aucun rôle. Pour autant, il y a une tendance très développementaliste, très économiste, qui cherche à écarter complètement le facteur religieux et à ne mettre en avant que les facteurs socio-économiques. Pour ma part, je pense que même si, à la fois dans les données quantitatives et selon les statistiques, les revendications sociales et économiques sont prépondérantes, la religion demeure une cause motrice. Comme l'affirmaient les communistes dans les années 70, « nous ne comptons pas, mais

nous pesons. » Ainsi, même si statistiquement, le facteur religieux n'est pas une cause majeure, il a encore du poids car il renvoie les populations à des imaginaires et qu'il donne un sens à leur vie.

Maintenant, les aspects communautaires ont pris une place plus importante et cela figure d'ailleurs dans la nouvelle stratégie adoptée par ces groupes. Sachant qu'ils ne peuvent plus compter sur une coordination à grande échelle comme au temps d'Al-Qaida et d'Oussama Ben Laden, ils ont élaboré une nouvelle stratégie qui vise à attiser et à raviver les tensions intercommunautaires qui ne manquent pas, en leur donnant un habillage religieux. Cet habillage religieux va déclencher des interventions militaires étrangères, lesquelles vont, à leur tour, intensifier la radicalisation. Ces groupes n'ont alors plus besoin de recruter. C'est pourquoi je suis inquiet de voir aujourd'hui quelques pays du Golfe de Guinée<sup>2</sup> s'embarquer dans l'approche du tout-militaire avec des opérations de ciblage et de ratissage qui, compte-tenu de leurs bavures et des stigmatisations qu'elles engendrent, sème les graines de futurs conflits intercommunautaires au grand bonheur des groupes terroristes.

***Des voix<sup>3</sup> se sont élevées, notamment au Mali et au Burkina Faso, pour appeler à un dialogue avec les GANE. Cela pourrait-il conduire à des solutions durables amenant les GANE se nourrissant du religieux (comme le Jamā'at nuṣṣrat al-islām wal-muslimīn et l'État islamique au Grand Sahara) à s'associer à un processus politique de paix qui mettrait un terme au recours à la violence ?***

Tout d'abord, ce débat est assez curieux dans la mesure où l'on discute de quelque chose qui a été pratiqué de tous temps ; il y a toujours eu un dialogue, qu'il soit officiel ou officieux. Deuxièmement, dans l'histoire de l'humanité, nous n'avons jamais vu une guerre qui se soit terminée sur le champ de bataille. Troisièmement, pour ce qui est du Mali, qui est le pays que je connais le mieux, le dialogue avec les GANE a été l'une des recommandations issues des consultations connues sous le nom de « Dialogue national inclusif ». C'est une demande sociale qui obéit à la logique suivante : du moment que les membres de ces GANE sont des enfants du Mali, même si ce sont des enfants perdus du Mali, nous devons leur parler. Laissez-moi vous donner quelques exemples dans d'autres pays : l'Espagne a dialogué avec l'ETA (*Euskadi ta Askatasuna*) ; en France, avec les séparatistes corses, ce n'est pas la guerre ouverte ; de même, en Irlande du Nord et dans d'autres contrées, les acteurs ne se sont pas inscrits dans une logique de guerre totale. Au contraire, en fonction des rapports de force prévalant dans ces pays, les acteurs ont eu recours à l'un de ces deux moyens : soit d'aller vers le dialogue afin de mettre fin aux combats et aux hostilités, soit d'aller vers des processus alternatifs.

- 2 Voir, Bakary Sambe, « Les pays côtiers dace à la menace terroriste : comment éviter les “erreurs” du Sahel ? », *Timbuktu Institute*, 7 décembre 2021, disponible sur : <https://timbuktu-institute.org/index.php/toutes-l-actualites/item/531-les-pays-cotiers-face-a-la-menace-terroriste-comment-eviter-les-erreurs-du-sahel>. Tous les liens internet ont été vérifiés en avril 2022.
- 3 International Crisis Group, « Frontière Niger-Mali : mettre l'outil militaire au service d'une approche politique », rapport n° 261, 12 juin 2018, disponible sur : <https://www.crisisgroup.org/fr/africa/west-africa/mali/261-frontiere-niger-mali-mettre-loutil-militaire-au-service-dune-approche-politique>.

Il est vrai qu'il y a quelques craintes car nul ne sait où mènera ce dialogue : irons-nous vers un dialogue qui va occasionner une surenchère des groupes terroristes ce qui va conduire à leur prolifération ? En effet, chaque fois que, dans la région, le dialogue a été privilégié, on a pu constater qu'une fois que le processus est enclenché, tout le monde veut être à la table des négociations. Cela ne pourrait-il pas conduire à avoir beaucoup trop d'interlocuteurs ?

Par ailleurs, se pose la question, fondamentale, de savoir de quoi l'on va dialoguer, ce qui est actuellement une préoccupation au sein de la classe politique malienne. Le dialogue devrait-il porter sur la forme républicaine de l'État ? Devrait-il aborder les questions de justice ? Faudrait-il aménager des espaces d'expression locale, comme l'Accord d'Alger<sup>4</sup> a tenté de le faire sans pour l'instant parvenir à véritablement mettre cela en œuvre ? Ce sont toutes ces questions qui se posent à propos du dialogue. Toutefois, le principe même du dialogue est largement conforté par des exemples historiques et correspond aussi à la volonté des Maliens d'aller vers un dialogue inclusif avec tous les enfants du Mali, même ceux qui se sont égarés. De toute façon, je ne vois pas comment le Mali pourrait, de façon crédible, s'opposer à un dialogue avec les groupes terroristes maliens alors que le pragmatisme diplomatique lui a récemment dicté d'envoyer des émissaires à Doha pour rencontrer des Talibans.

***On dit souvent que les communautés nomades, qui seraient écartées des services publics, instrumentalisent la violence en cours au Sahel pour exprimer leurs frustrations et leurs griefs à l'encontre des États. Cette affirmation est-elle fondée ? Selon Boubacar Ba, chercheur au Centre d'analyse sur la gouvernance et la sécurité au Sahel, « la communauté peule s'est finalement rebellée du fait de sa marginalisation par rapport aux systèmes de production, à la gouvernance et à l'accès à la justice. La colère n'était pas seulement dirigée contre l'État, en termes de justice et de représentation politique. Elle s'exprimait aussi contre certaines familles aristocratiques peules qui, en connivence avec l'État, utilisaient leur position pour affaiblir les bergers, les réduire à un statut de cadets sociaux<sup>5</sup>. »***

Aussi loin que l'on remonte dans l'histoire, nomades et sédentaires se sont toujours affrontés. D'ailleurs, on retrouve les mêmes dynamiques dans les conflits intercommunautaires à propos notamment des ressources, entre des éleveurs et des agriculteurs. L'État doit maintenant savoir comment se construire de manière viable ou comment se reconstituer, tout en acceptant les spécificités de certaines communautés. Est-ce que ce sont seulement les communautés nomades qui se sentent ainsi discriminées et marginalisées ? Ou d'autres revendications vont-elles surgir ? Comme vous voyez, cela affecte un État central dont la viabilité repose précisément sur la centralité et sur sa prérogative de gouverner, mais qui doit en même temps être capable de gérer des

4 L'Accord d'Alger a été signé en 2015 entre la République du Mali et la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA). *Accord pour la paix et la réconciliation au Mali*, Bamako, 15 mai et 20 juin 2015.

5 Entretien avec Boubacar Ba, « Les accords se multiplient entre les djihadistes peuls et les autres ethnies », *Mondafrique*, 29 avril 2021, disponible sur : <https://mondafrique.com/les-accords-entre-les-peuls-et-les-djihadistes-pourraient-embraser-le-mali/>.

spécificités au sein des communautés. Je pense que l'on peut trouver des points de convergence, non seulement pour les communautés nomades, mais aussi pour tous les groupes qui ont une spécificité culturelle qui mérite d'être respectée.

Aujourd'hui, la question fondamentale concerne les Peuls, une question qui est restée extrêmement taboue et dont on ne parle pas beaucoup. Lorsque je parcours le Sahel, les Peuls, que ce soit au Burkina ou au Mali, me disent souvent qu'ils n'ont pas bénéficié du même traitement que celui consenti à certains groupes, comme les Touaregs. Certaines communautés peules considèrent qu'on a donné aux Touaregs la chance de dialoguer, qu'on leur a offert un espace pour exprimer leurs points de vue, qu'ils ont pu bénéficier de l'Accord d'Alger, *etc.* Pour ce qui est des Peuls, il semblerait, selon certains acteurs que j'ai interrogés, qu'ils souffrent d'une vision héritée de l'époque coloniale : il y a cette idée que les communautés peules sont réfractaires à l'État et qu'ils reproduisent le combat mené par Cheikhou Amadou et certaines figures historiques peules qui ont fait la guerre à l'Empire colonial français. Les États modernes auraient hérité de cette vision peu favorable des Peuls. C'est cela qui aurait conduit à les mettre à l'écart.

Ouvrir la porte aux populations nomades peut donc aussi être une approche intéressante si elle est générique. La porte doit être ouverte non seulement aux Touaregs, mais aussi à d'autres communautés qui ressentent certaines frustrations qui pourraient être atténuées par la reconnaissance de leurs spécificités culturelles. Cela doit être mené tout en veillant à l'unité de la nation et à l'intégration de ces communautés à l'État pris dans son ensemble. Contrairement aux Daoussak et à d'autres communautés, le ralliement massif de jeunes peuls à l'État islamique, dans la région de Tillabéry, est un indicateur certain de leurs frustrations accumulées.

### ***Selon vous, en quoi la situation en Libye continue-t-elle d'alimenter la spirale de la violence au Sahel ?***

L'instabilité en Libye est toujours considérée comme un élément susceptible d'engendrer des perturbations au Sahel, notamment au Tchad voisin qui a récemment connu une période d'instabilité politique, mais aussi au Niger. L'instabilité globale dans le Sahel vient de la Libye. Il ne faut pas perdre cela de vue car tant que la situation en Libye ne sera pas stabilisée, on ne peut pas espérer une stabilisation au Sahel. Aujourd'hui, nous devons veiller à ce qu'il n'y ait pas une seconde vague de propagation d'éléments conduisant à des crises depuis la Libye qui pourrait être source d'instabilité pour les pays voisins.

***Quels sont les points forts, les faiblesses et les défis d'une action humanitaire neutre et impartiale au Sahel ? Pensez-vous que les États et les groupes armés adhèrent aux principes humanitaires, notamment aux Principes fondamentaux du Mouvement international de la Croix-Rouge et du Croissant-rouge ? Avez-vous observé des changements dans la manière dont l'action humanitaire est conduite au Sahel ces dernières années ?***

À partir de 2015, j'ai remarqué une nette volonté de certaines organisations humanitaires de mieux intégrer la question des ressources culturelles endogènes et d'acquérir une meilleure compréhension des dynamiques locales. Par ses principes, notamment le principe de neutralité, l'action humanitaire a toute son importance dans un environnement de défiance généralisée entre les acteurs politiques, entre les communautés mais aussi entre les États et la communauté internationale. L'action humanitaire est utile dès lors que, fidèle au principe de neutralité objective, elle peut déployer une aide de manière distanciée par rapport aux autres acteurs et aux belligérants. Je crois, mais peut-être que les humanitaires me diront-ils que ce n'est pas leur rôle, qu'ils devraient, au regard de leur connaissance approfondie des situations et de la mine d'informations qu'ils rassemblent dans leur travail au quotidien sur le terrain, (contrairement à d'autres ONG), être impliqués dans la recherche de solutions. Je ne veux pas dire par là qu'ils devraient partager des informations confidentielles, mais je pense plutôt qu'ils devraient contribuer à éclairer la décision politique. S'ils travaillaient ensemble, la méfiance entre certains États et ces organisations humanitaires s'estomperait pour laisser place à une coopération où, certes, chacun resterait dans ses attributs, mais dans laquelle il pourrait y avoir des échanges, pour autant que cela aille dans l'intérêt des populations. Ces organisations humanitaires auraient ainsi une meilleure compréhension des besoins structurels des populations, au lieu de tenter de traiter les questions fondamentales et les besoins de manière délocalisée et parcellaire. Quant aux États, ils pourraient mieux prendre en compte les dynamiques locales telles que restituées et analysées par ces organisations humanitaires qui sont en première ligne et dans le feu de l'action.

***Compte-tenu des tendances géopolitiques actuelles au Sahel, comment voyez-vous les choses d'ici à dix ans ? Ce faisant, que conseilleriez-vous aux décideurs locaux, nationaux et internationaux ?***

Lorsque l'on observe les dynamiques sahéniennes, on aurait envie d'espérer. Mais, si vous posez un regard froid sur la situation, on peut craindre l'apparition rapide d'autres éléments crisogènes. En plus de l'instabilité qui règne à l'intérieur des États, mais aussi sur le plan régional avec l'émergence des groupes armés, de groupes de défense et de groupes terroristes, l'espace sahéni est en train de devenir le nouveau terrain d'un grand jeu qui se dessine entre les superpuissances. Non seulement celles-ci ont mené des opérations sur le terrain sans coordination, mais elles entrent maintenant dans une démarche de compétition. Il ne s'agit pas d'une nouvelle guerre froide au sens strict, mais elles se concurrencent en termes de déploiement. Cela a deux effets plutôt négatifs : cela décrédibilise la lutte contre le terrorisme aux yeux des

populations locales et cela se superpose aux crises dans le Sahel, les États cherchant à résoudre la première crise mais sur laquelle vont venir se greffer d'autres crises dues à des positionnements et à des concurrences de déploiement qui ne laissent pas augurer une sortie rapide de crise au Sahel. Cette guerre d'influence va accentuer les inconséquences des positions occidentales. La crainte de percées chinoise et russe va de plus en plus pousser les puissances occidentales à un certain pragmatisme diplomatique. Les principes sacro-saints qui les distinguaient de ceux qu'on appelle les « donateurs autoritaires » vont de plus en plus être sacrifiés sur l'autel des intérêts stratégiques immédiats. Malheureusement.

Pour donner une note plus positive, les acteurs sahéliens souhaitent de plus en plus prendre leurs problèmes et leur situation en main. La jeune génération qui s'appuie sur la magie du numérique, parvient tout de même à réduire l'écart avec les pays occidentaux, grâce, notamment, à la démocratisation inouïe de l'accès au savoir grâce au numérique, mais aussi par la prise de conscience de la société civile qui a accès à l'information.

De plus, ce qui me rassure un peu à propos de cette compétition entre puissances, c'est que, comme les États puissants font très attention à leur image et à leurs intérêts, cela donne une force nouvelle aux faibles. En d'autres mots, c'est une nouvelle société civile internationale qui voit le jour. Un autre aspect qui pourrait aussi être positif, c'est que (malheureusement) nous sommes devenus d'une certaine manière une même communauté internationale, la communauté internationale des vulnérables. Cette communauté internationale ne fait plus seulement référence au conglomérat des cinq États les plus puissants, membres du Conseil de sécurité. Maintenant que nous avons la vulnérabilité en partage et que sommes exposés de manière égale au terrorisme, que ce soit à Bamako, à Gao, à Berlin, à Paris ou à Londres, il est possible que cela donne naissance à une nouvelle conscience en vertu de laquelle nous devons désormais chercher et trouver des solutions ensemble. Nous sommes liés par des contraintes durables de sécurité collective.

